

CONTROVERSES

éditorial

Un tournant de l'opinion

C'est un concours de circonstances plein de sens qui réunit dans cette livraison de *Controverses* deux dossiers en apparence sans rapport l'un avec l'autre.

Le dossier « Souveraineté sous influence » réunit des études publiées par deux centres de recherche israéliens, NGO Monitor et l'Institute for Zionist Strategy. Il livre à la connaissance des Européens des éléments très importants pour évaluer l'état de l'opinion concernant Israël, à la fois dans le monde juif et plus largement en Occident.

On y découvre, preuves à l'appui, que les ONG des droits de l'homme israéliennes dont l'activité principale est de conduire l'accusation permanente de l'Etat d'Israël sont subventionnées et portées à bout de bras par des gouvernements européens qui les utilisent comme des bras juridiques visant à orienter la politique d'Israël et le débat interne au monde juif et israélien dans le sens de leurs intérêts politiques au Proche-Orient, intérêts favorisant la cause palestinienne.

L'invocation des droits de l'homme est devenue une arme politique à des fins partisans et idéologiques. Pas n'importe laquelle : elle manipule les concepts d'humanité, dimension extrêmement sensible quand il est question d'Israël du fait de la mémoire de la Shoah. La chose se vérifie à l'évidence, au constat de la principale accusation de ces ONG : le crime contre l'humanité, le crime de guerre, l'apartheid. Ces motifs juridiques idéologifiés ne surgissent pas du

néant mais de la politique de Durban qui a vu les droits de l'homme instrumentalisés dans le sens de l'antisémitisme dans le cadre d'un forum international de l'ONU. Deux études supplémentaires, sur cette politique et l'accusation d'apartheid, clarifient cette généalogie et font un sort à cette accusation.

Pour comprendre l'importance que cette stratégie de délégitimation d'Israël a prise dans la politique israélienne, il faut savoir qu'un dispositif constitutionnel spécifique à Israël l'a rendue possible : l'institution de la Cour suprême, apte à recevoir les plaintes de n'importe quel citoyen ou association, y compris palestiniens, et à juger de toutes les questions, y compris des sujets politiques et militaires. Les ONG ont trouvé dans ce dispositif un créneau pour leurs menées politiques, occupant ainsi amplement la scène israélienne et les tribunes internationales. Silence absolu est fait sur les violations palestiniennes des droits de l'homme.

L'interventionnisme des puissances occidentales obère ainsi la scène intérieure israélienne et en perturbe le débat démocratique, en impulsant une orientation forcée au jeu des forces politiques. Que l'on songe qu'un mouvement aussi présent que Shalom Akhshav émerge aux mêmes sources de financement...

C'est bien là où cette recherche s'imbrique avec notre dossier sur le mouvement d'opinion « Raison Garder ». Le phénomène est en effet important par son ampleur, 12 000 signataires, et le renversement de l'opinion concernant Israël qu'il annonce. Cette opinion s'est en effet trouvée prise dans la nacelle d'une opération politique du correspondant européen du J Street américain, J Call, visant à accaparer les tribunes au nom des Juifs d'Europe, avec le relais des médias complaisants, pour mener une critique d'Israël et des communautés juives d'un genre nouveau : au nom de l'esprit d'Israël et de ses valeurs.

On sait que J Street (lui même financé par le trouble milliardaire « gauchiste » Soros), inspiré par les secteurs de la communauté juive américaine proches d'Obama, s'est créé pour s'opposer à l'AIPAC, le lobby juif américain devenu une institution, et contrer son action sur de nombreux plans, en devenant une force d'appoint des objectifs de la politique présidentielle.

J Call trame la même chose en Europe, comme sa séance inaugurale au parlement européen de Bruxelles le prouve et son appel à l'imposition d'une « solution » du conflit à Israël par l'entremise des Etats-Unis et de l'Union Européenne. Un seuil de tolérance de ces opérations idéologiques qui se succèdent depuis 30 ans, dans la mouvance de Shalom Akhshav, a sans doute été atteint pour un large secteur de l'opinion qui découvre qu'aucune leçon n'avait été tirée de l'expérience et de présupposés dont la défaillance stratégique a été démontrée par les événements.

Shmuel Trigano

CONTROVERSES

Nous sommes face à un problème bien plus profond et bien plus grave qu'un conflit d'opinions ou une divergence politique. Il engage l'ensemble de l'existence juive. Et c'est à approfondir cette perspective que notre dossier est consacré. Il rétablit la liberté d'opinion si gravement bafouée dans cette affaire car, si les médias et les institutions juives ont largement répercuté la position de J Call, un black-out quasi total a été maintenu sur le principal événement qu'a représenté J Call : la levée de l'opposition à ses présupposés sous la forme du courant « Raison garder ». Le problème n'est pas l'expression d'opinions divergentes, qui relève du droit fondamental de chaque parti en démocratie, mais le privilège exclusif fait à une seule opinion, aux dépens de ce qui s'avère être une majorité. La raison et la morale ne sont l'apanage de personne.

S.T.